

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83000 Toulon

Marseille, le 11/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TITANOBEL SA Dépôt de MAZAUGUES

40, Avenue du Portail
QUARTIER LA FRAGUE
83136 La Roquebrussanne

Références : D-UD83-2025-0192
Code AIOT : 0006400122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement TITANOBEL SA Dépôt de MAZAUGUES implanté Dépôt de Mazaugues lieu_dit lacaire de sarrazin 3777 D95 83136 Mazaugues. L'inspection a été annoncée le 24/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL SA Dépôt de MAZAUGUES
- Dépôt de Mazaugues lieu_dit lacaire de sarrazin 3777 D95 83136 Mazaugues
- Code AIOT : 0006400122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TITANOBEL exploite une unité de fabrication et de stockage de produits explosifs au lieu dit « La Caire de Sarrazin » sur le territoire de la commune de Mazaugues.

Les installations principales sont constituées de bâtiments dédiés à la fabrication ou au stockage de matières premières ou de produits finis.

Thèmes de l'inspection : Action régionale « Perte d'utilités électriques ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 & 56	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'inscrivait dans le cadre de l'action coup de poing 2025 « Perte d'utilités ». La visite d'inspection a permis de confirmer que l'exploitant avait pris en compte la perte d'électricité dans son fonctionnement interne.

Cependant certains éléments restent à clarifier. Ceux-ci sont détaillés dans les points de contrôle ci-dessous, en particulier les justifications des durées de fonctionnement des batteries de secours associées aux équipements essentiels ainsi que la clarification de la maintenance et du suivi de ces batteries. Ces éléments devront être transmis sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions régionales, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande

principale.[...]

Constats :

Un transformateur ERDF/ENEDIS Haute tension dédié au dépôt est situé à quelques dizaines de mètres à l'extérieur de l'enceinte constituée par la clôture lointaine du site.

Il est alimenté uniquement au moyen de lignes enterrées. Compte-tenu que ce transformateur est situé dans la zone de dangers graves Z3 des dépôts d'explosifs, une convention ERDF versus TITANOBEL incluant un volet sécurité, a été signée le 27 mars 2015. Cette convention a été présentée en séance et est reconduite annuellement tacitement. Elle définit qu'en cas d'intervention d'EDF pour l'exploitation ou la maintenance, EDF doit prendre contact avec le dépôt pour l'ouverture du site et l'accompagnement des intervenants.

L'exploitant indique ne pas avoir eu de demande ces dernières années. Cette absence d'intervention sur site pose question sur le suivi d'exploitation et la maintenance du transformateur. Un interlocuteur EDF joint en séance a précisé qu'il n'y avait pas de suivi spécifique sur ce transformateur public. L'exploitant indique vouloir prendre contact avec le fournisseur d'énergie pour clarifier la maintenance.

Via ce transformateur le dépôt est alimenté en courant triphasé 220/380 V au moyen d'un câble enterré. Le câblage sur le site même est enterré et dessert les différentes installations.

Un plan du réseau électrique du site est présenté. Il indique l'alimentation des zones suivantes :

- Arrivée au niveau de l'armoire électrique dans le bâtiment nommé « entrepôt » dans une pièce dédiée vu lors de la visite terrain.
- Descente de l'alimentation vers l'atelier de fabrication puis vers la pompe de relevage du forage, le stockage d'attente, le local technique des igloos.
- branche d'alimentation vers les 3 hangars de stockage matières premières : aluminium, nitrate d'ammonium (NA) et la plateforme Unité Mobile de Fabrication d'Explosifs (UMFE) non mise en œuvre.

Les utilités associées à l'alimentation en énergie du site sont les suivantes :

- atelier de fabrication, (hormis la fonction de noyage qui est enclenché par une vanne manuelle).
- hangar matières premières NA: portes sur rail actionnable manuellement.
- hangar Alu : portes rideau enrouleur métallique à lames avec un moteur électrique. Ce rideau est mobilisable manuellement.
- entrepôt de matières stockées avec ouvertures par rideau enrouleur métallique à lames avec un moteur électrique (et un portillon).
- atelier de fabrication : ouvertures par rideau enrouleur métallique à lames avec un moteur électrique, (et un portillon).
- stockage déchets : portes rideau enrouleur métallique à lames avec un moteur électrique.
- pompe du forage.
- éclairage des locaux et igloos.
- centrale détection + détecteurs.
- centrale intrusion + équipements associés.
- la sirène PPI.
- sas d'entrée unique équipé de deux portails électriques qui comprend un mode manuel.
- transpalette électrique et son local de charge.

Le numéro d'ENEDIS de l'urgence dépannage électricité et le numéro de l'entreprise local de gestion de l'électricité interne et externe du site sont indiqués dans la fiche 51 du POI version F du 29/11/2024.

En cas de coupure d'électricité, et donc d'arrêt de remontée d'informations avant la reprise par basculement direct sur batteries, la télésurveillance DELTA contacte les personnels des bureaux en heures ouvrables ou l'astreinte en heures non ouvrables.

En cas de perte d'électricité, il est prévu l'arrêt de la fabrication dans l'atelier de fabrication. L'exploitant a prévu de continuer le chargement/déchargement et les livraisons si la totalité des utilités de maintien de la sécurité restent en fonctionnement avec l'alimentation par batteries. En parallèle, une fiche événement est produite, pour informer la direction et le service HSE, qualité.

La société DELTA est en charge de la télésurveillance de la sûreté ainsi que la détection incendie. 2 centrales incendie sont présentes sur site :

- sur la partie haute du dépôt il s'agit de la centrale et des détecteurs de marque CHUBB vu lors de la visite.
- sur la partie basse il s'agit de la centrale et des détecteurs de marque DESAUTEL vu lors de la visite.

L'exploitant précise que la centrale de mise en sécurité incendie (CMSI) CHUBB intègre les données issues de la centrale DESAUTEL et donc le report vers la télésurveillance, et que cette même centrale gère la partie incendie et anti-intrusion

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Procédures & Consignes

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

Constats :

L'exploitant n'a pas de procédure ou de consigne écrite spécifique pour la mise en sécurité en cas de perte d'utilités électriques.

L'exploitant précise que la perte d'utilité n'affecte aucune des 11 MMR définies dans son étude de

dangers. A titre d'exemple, le système de noyage dans l'atelier de fabrication est à déclenchement manuel, les moyens de défense incendie sont des extincteurs.
Sur la partie sûreté, l'exploitant a défini dans son process les mesures en cas de perte totale de la télésurveillance.

Les équipements devant être secourus électriquement sont les systèmes de détection incendie (centrale + détecteurs), les systèmes anti-intrusion (centrale + détecteurs), et la sirène PPI.

L'exploitant a précisé que les activités de livraison seraient maintenues car il dispose de transpalettes manuels, de lampe frontale pour les opérateurs qui sont présentes dans chaque camion, et que les scannettes d'enregistrement des mouvements de matériels peuvent fonctionner sans report en mode spécifique (selon la borne réseau est possible) ou par une gestion avec les étiquettes de traçabilité en photo avec une saisie manuelle sur un registre.

Il n'y a pas de consignes ou de formations spécifiques pour un cas de coupure électrique sur site.

En cas de coupure en heures ouvrées l'information sera fournie par la responsable de dépôt aux opérateurs/chauffeurs.

En cas de coupure en heures non ouvrées, les chauffeurs contacteront l'astreinte (déjà informé par la télésurveillance) dès l'arrivée sur site du fait de l'absence de fonctionnement des barrières électriques du sas d'entrée.

Au niveau du groupe TITANOBEL, une procédure est en cours de rédaction pour les cas de coupure complète de suivi des mouvements de produits (coupure d'électricité ou cyberattaque), celle-ci est prévue pour le 2ème semestre.

La responsable HSE précise que cette procédure sera complétée sur les mesures spécifiques sur le dépôt en cas de coupure d'électricité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit finaliser la formalisation d'une procédure sur les mesures à prendre en cas de coupure électrique sur le dépôt, et la transmettre à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 & 56

Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Pérennité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010 - Article 56 - Utilités.

[...]

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

[...]

<p>Arrêté du 04/10/2010 - Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements devant être secourus électriquement sont les systèmes de détection incendie (centrale + détecteurs) et les systèmes anti-intrusion (centrale + détecteurs), et la sirène PPI.</p> <p>L'exploitant indique que la sirène PPI EUROLINK est associée à des batteries avec un maintien de 48h minimum définie par contrat. Elle fait l'objet d'une maintenance annuelle. La centrale de la sirène PPI ont été vues lors de la visite du dépôt.</p> <p>La centrale anti-intrusion et ses équipements sont associés à des batteries pour une durée de 48h. L'exploitant n'a pas pu présenter les éléments du contrat, ou les éléments techniques stipulant cette durée de 48h.</p> <p>Il convient de fournir les éléments justifiant du maintien des équipements sur cette durée de 48h.</p> <p>Les centrales « incendie » sont associées à des détecteurs de fumées optiques de fumée.</p> <p>La centrale DESAUTEL en partie basse avec 14 détecteurs dans les igloos. Le plan DESAUTEL est présenté.</p> <p>La centrale CHUBB en partie haute avec des détecteurs dans tous les bâtiments : hangars de matières premières, atelier de fabrication. Il a été constaté la présence des détecteurs suivants : 1 dans le hangar d'aluminium, 10 dans le hangar de NA.</p> <p>L'autonomie des centrales DESAUTEL et CHUBB n'est pas précisée.</p> <p>Il convient de fournir les éléments justifiant du maintien des équipements sur cette durée de 48h.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> les justifications (contrat, adéquation capacité des batteries avec les consommations des différents équipements...) des durées des capacités de 48h des batteries pour les équipements secourus : centrale anti-intrusion et ses équipements, centrales incendie et ses détecteurs, ainsi que la sirène PPI. des justificatifs décrivant précisément le système en place d'alimentation électrique de secours et les raccordements des différents équipements.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions régionales, Maintenance et test
Prescription contrôlée : Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »
Constats : L'exploitant a présenté le contrat CHUBB DELTA du 21/07/2022 indiquant les différentes dispositions de suivi et de maintenance dont le changement de batteries des équipements d'alimentation électrique (EAE) tous les 4 ans. Les équipements font l'objet d'un contrôle annuel. Les rapports de contrôle CHUBB DELTA concernant la sûreté ont été présentés : <ul style="list-style-type: none">• Bon d'intervention du 02/04/2025 sur le contrôle de la vidéosurveillance concluant au fonctionnement total du système.• Bon d'intervention du 02/04/2025 sur le contrôle de l'intrusion concluant au fonctionnement total du système. Ces rapports ne précisent pas le contrôle des batteries. Le rapport de contrôle CHUBB du 18/03/2025 sur la détection incendie sur lequel il est indiqué que le contrôle de l'autonomie des batteries est réalisé (à T0 et à T+60) et de leur état pour : <ul style="list-style-type: none">• la CMSI (centrale de mise en sécurité incendie) : 2 batteries.• les ECS (équipements de contrôle et de signalisation) : 2 batteries de 7 A. Il est également précisé l'année des batteries : 20/07/2022. Le rapport de contrôle DESAUTEL du 18/02/2025 sur la détection incendie sur lequel il est indiqué que les batteries sont dans un état conforme, et que l'autonomie des batteries CMSI ECS et de l'alimentation est suffisante, sans durée spécifiée. L'année des batteries n'est pas indiquée. Une des batteries a été changée le 30/01/2025 suite à un message de « dérangement incendie » sur la centrale.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que les contrôles réalisés sur les batteries sont bien en corrélation avec la durée de maintien en sécurité de 48h définie.
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible ⁽¹⁾
☐ Secret industriel
☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Information confidentielle : Au niveau sûreté, la centrale anti-intrusion est associée aux équipements suivants : <ul style="list-style-type: none">• caméras au niveau des 3 igloos et sur la partie haute du dépôt,• détecteurs mouvements infra rouge devant les igloos• détecteurs d'ouvertures de porte sur la totalité du site• détecteurs volumétriques dans les bâtiments

Nom du point de contrôle : Actions engagées pour la mise en sécurité
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Information confidentielle : En cas de perte totale de la télésurveillance, un gardien est présent en permanence sur le site. Cette disposition est intégrée au contrat avec la société de télésurveillance DELTA.

Nom du point de contrôle : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 & 56
Information confidentielle : Partie basse : la centrale DESAUTEL est reliée aux détecteurs suivants : <ul style="list-style-type: none">• 7 détecteurs optiques dans l'igloo 1• 7 détecteurs optiques dans l'igloo 2• Aucun détecteur dans l'igloo 3 dans lequel sont entreposés les détonateurs, afin d'éviter les risques d'ignition.